



Colloque international

Souveraineté industrielle et transition énergétique : regards croisés France-Québec

14 & 15 octobre 2026 - Sciences Po Bordeaux

Porté par la Chaire TRENT de Sciences Po Bordeaux

Avec le soutien et la participation du Centre Emile Durkheim, BSE, ETTIS-INRAE, RRI, l'Université de Bordeaux, la Région Nouvelle-Aquitaine, Futurs ACT, R3TESNA, Institut des Transitions et le Département de sociologie de l'Université Laval de Québec

Contexte et problématique

La transition énergétique n'est plus seulement un impératif écologique : elle est devenue un enjeu économique, géopolitique et social majeur, ainsi qu'un événement pour les sciences humaines et sociales. En témoignent les stratégies divergentes de la France et du Québec, deux territoires confrontés à des défis similaires, mais aussi particuliers à leur trajectoire de développement, où la transition énergétique est orientée dans des approches distinctes. La raréfaction des ressources critiques (lithium, cobalt, terres rares), la dépendance aux importations (la Chine contrôle plus de 80 % de la production mondiale de terres rares et 60 % de celle du lithium), et les tensions internationales (guerre en Ukraine, rivalités sino-américaines, guerre tarifaire du président Trump et crise du détroit d'Ormuz) ont révélé la vulnérabilité des chaînes de valeur et troublé la confiance dans le libre-échange et l'interdépendance des flux énergétiques.

En France, la question de la souveraineté industrielle s'impose avec une urgence particulière : comment repenser les filières stratégiques, les territoires et les modèles de production pour concilier décarbonation, compétitivité et justice socioenvironnementale ? Le basculement du multilatéralisme vers un monde marqué par le retour des logiques impériales (illustré par la Russie, la Chine et les Etats-Unis) met à mal l'organisation européenne, historiquement structurée par une vision libérale du « doux commerce ». L'Europe, prise en étau entre les

menaces américaines et la domination chinoise sur les technologies décarbonées, peine à dessiner un récit mobilisateur pour son avenir industriel. Malgré des économies nationales fortement intégrées, l'Union européenne peine à agir dans les secteurs industriels de l'énergie qui restent de la compétence des Etats, d'autant plus que le principe même de politique industrielle reste étranger à une communauté fondée sur le marché qui s'est construite sur le démantèlement de l'interventionnisme.

Au Québec, la transition énergétique et la souveraineté industrielle sont pensées et vécues dans une relation souvent conflictuelle avec le Canada et dans une dépendance structurelle avec les Etats-Unis. La nationalisation de l'électricité, son prix bas, le renoncement au nucléaire, la bourse carbone, les cibles plus ambitieuses du Québec, les projets d'hydrogène vert et d'une filière batterie sont autant de particularités québécoises encastrées dans le partage de compétences et les relations tendues entre Québec et Ottawa, ainsi qu'avec les États-Unis et des États-Uniens en particulier selon les projets et affaires. Riche en ressources hydroélectriques, en potentiel éolien et en minerais critiques (lithium, graphite, nickel), la province a misé sur une électrification de son économie et du système de transport à travers une stratégie de filières intégrées. La création de la zone d'innovation de la Vallée de la transition énergétique, les pertes de centaines de millions d'investissements de l'État dans le ratage du projet d'usine de batterie de Nortvolt à Saint-Basile-le-Grand et l'injection de fonds publics dans Nemaska Lithium, près de deux fois plus importante, indiquent la mesure du pari.

Dans les deux territoires, l'électrification des usages, notamment de la mobilité et de l'industrie, presse leurs systèmes exportateurs d'électricité jusqu'à des prévisions de dépassement des capacités permettant d'assurer la croissance anticipée des consommations... ce qui projette leur planification dans des scénarii de croissance de la production. La mobilité électrique a été au centre des préoccupations ces dernières années avec des incitations fortes qui sont aujourd'hui annulées, diminuées ou menacées, alors que les ventes n'atteignent pas les niveaux espérés et que certains constructeurs revoient leurs stratégies de décarbonation à la baisse (abandon du tout électrique chez Stellantis ou du moteur à hydrogène chez Renault). A l'inverse, l'explosion des besoins en électricité pour les centres de données placent aussi la France et le Québec face à des enjeux majeurs. En France, leur croissance (qui s'accapare déjà 3 % de la consommation électrique nationale) et l'essor de l'IA (comme avec le supercalculateur *Jean Zay* ou les projets de *Mistral AI*) exigent des solutions de stockage d'énergie décarbonée pour en limiter l'empreinte carbone. Le pays mise sur l'hydrogène vert et le développement de batteries pour stabiliser un réseau électrique de plus en plus dépendant des énergies intermittentes (éolien, solaire). Au Québec, la richesse en hydroélectricité (95 % de la production) attire les géants du numérique (Google, Microsoft) pour y établir des centres de données "verts", mais la demande croissante en électricité, notamment pour l'IA, soulève des questions sur la capacité du réseau et la volonté des Québécois de la dédier à ce type d'usage. Le stockage par batteries, l'optimisation des infrastructures et l'adaptation de la consommation pour en réduire les pointes deviennent cruciaux pour éviter les pénuries et les chocs, tout en maintenant l'avantage compétitif d'une énergie propre.

En France comme au Québec, les politiques climatiques sont contestées. En France, les mouvements des « gilets jaunes », les manifestations des syndicats agricoles contre les normes environnementales, ou encore la montée des discours climatosceptiques illustrent non seulement une « crise de l'acceptabilité sociale » mais surtout la force du récit productiviste. Au Québec, les débats sur l'exploitation minière, les projets éoliens et de lignes à haute tension contestés, ou la proposition de considérer l'efficacité énergétique et l'effort de sobriété comme une alternative aux projets d'ajouts de barrages hydroélectriques révèlent des fractures

similaires entre impératifs écologiques, droits autochtones, développement économique et responsabilité civique. Ces contestations relèvent, d'une part, d'une demande d'écologisation des politiques, de démocratisation des décisions et de territorialisation des projets, et d'autre part, de conservatismes sectoriels et d'intérêts opposés. Ces projets se heurtent à des résistances locales et plus vastes, notamment au sein de communautés autochtones et des mouvements écologiste : dénonciation de l'extractivisme, d'impacts environnementaux, et de la présence d'intérêts étrangers. Les efforts de réconciliation avec les peuples autochtones au Canada marquent les projets devant désormais se négocier avec les communautés qui habitent les territoires et leur être profitables. Loin de faire consensus, les politiques climatiques et de décarbonation sont au cœur de conflits croissants qui révèlent non seulement les rapports de force en jeu, mais aussi les mosaïques de transitions qui s'opèrent dans les territoires.

Ce colloque se propose d'explorer ces défis à travers une approche pluridisciplinaire et comparative, en croisant les regards de la sociologie, de l'économie, de la géographie, du droit et de la science politique. Il s'agit d'analyser :

- Les dynamiques de réindustrialisation (relocalisation des chaînes de valeur, création de filières intégrées, innovation technologique) et leurs spécificités nationales et locales (ex : projets EMILI/EMME en France vs. Complexe de la Baie-James au Québec).
- Les grandes innovations territoriales (ex : zones industrialoportuaires décarbonées en France, écosystèmes hydroélectriques, éoliens, miniers, d'innovation et de production industrielle au Québec) comme celles qui s'organisent à de plus petites échelles.
- Les mobilisations et résistances qui émergent face aux politiques de transition (mouvements sociaux, blocages institutionnels, conflits d'usage), en mettant en lumière les points de convergence et de divergence entre les deux territoires.

La comparaison France-Québec permet ainsi de souligner les défis communs (accès aux ressources, acceptabilité sociale, transition juste, gestion de la capacité du réseau et des pointes de la demande d'électricité) et d'identifier des pistes pour y faire face collectivement, dans un contexte où la souveraineté industrielle devient un enjeu clé de la transition énergétique.

Programme

Mercredi 14 octobre (Amphi Siegfried)

9h30 : Accueil café en salle A116

10h : Ouverture du colloque / mots d'accueil institutionnels

10h30 : Conférence d'ouverture par Xavier Arnauld de Sartre, *Directeur de recherche CNRS, Délégué scientifique énergie de l'Institut sciences sociales du CNRS*

12h : Buffet en salle A116

13h30 : Panel 1 - Réindustrialisation et filières critiques : relocaliser pour mieux maîtriser ?

Animateurs : Sébastien Chailleux et Sylvain Le Berre

- Vincent Bos et Romain Lafite, *DES CEA I-Tésé*, "Embedding global production networks : a gigafactory and recycling perspective in Europe and France"
- Marina Flamand, Stéphane Miollan, *Via Inno Université de Bordeaux*, « Vers une filière souveraine de recyclage des métaux critiques en France ? Analyse des capacités scientifiques, technologiques et industrielles le long de la chaîne de valeur »
- Nicolas Perry, *Arts et Métiers Bordeaux*, « Comment pivoter vers une Industrie 4.0 au service de l'Économie Circulaire des produits complexes de la transition énergétique »
- Matthieu de Castelbajac, Pierre Wokuri, *Sciences Po Rennes*, « Comment conceptualiser et mesurer la souveraineté industrielle en matière de transition énergétique ? Perspectives à partir des cas britannique, colombien et français »
- Benjamin Bürbaumer, *Sciences Po Bordeaux*, « Le retour de la « génération révolue » ? L'Union européenne face au triptyque réindustrialisation-environnement-souveraineté »

15h45 : Pause

16h : Table ronde : Réindustrialisation et décarbonation régionale : défis, enjeux et opportunités.

Animateurs : Blandine Laperche et Sylvain Roche

- Thibaut Heimermann et Jérôme Gouin, *Pôle Avenia*
- Guillaume Niarfeix, *SPIE Global Services Energy*
- Thomas Ferenc, *ADEME Nouvelle-Aquitaine*.
- Julien Jimenez, *Région Nouvelle-Aquitaine*.

17h30 : Cocktail dinatoire dans l'atrium de Sciences Po Bordeaux

Jeudi 15 octobre (Amphi Siegfried)

8h45 : Accueil café en salle A126

9h15 : Panel 2 - Résistances, mobilisations et acceptabilité : les engagements et les freins à la transition industrielle et à l'électrification des usages

Animateur : Emiliano Scanu

- Benoit Aublet, Romain Carrausse et Benjamin Tyl, *Apesa*, « Évaluer la justice énergétique des projets de transition : développement d'un outil d'aide à la problématisation pour les acteurs territoriaux »
- Valériane Champagne Saint Arnaud et Michel Pigeon, *Université Laval*, « L'acceptabilité sociale des contraintes environnementales : enjeux et conditions »
- Marie Tanchon, *Université Laval*, « De l'acceptabilité sociale à la gouvernance de la transition énergétique : l'évolution d'un outil d'aide à la décision au Québec »

10h30 : Pause en salle A126

10h45 : Panel 3 - Résistances, mobilisations et acceptabilité : territorialisation de la transition socio-écologique

Animateur : Dominique Morin

- Yann Fournis, *UQAR*, « La transition socio-écologique face à communauté : les deux corps de l'espace public local »
- Leny Patinaux, *Géolab Université de Limoges*, « Régulation publique et territorialisation différenciée des énergies renouvelables. Premier essai d'une comparaison de l'éolien dans le Pas-de-Calais et du photovoltaïque dans les Landes »
- Lucie Roudier, *Institut Français de Géopolitique (IFG)*, « Des transitions énergétiques : analyse géopolitique de discours d'opposants à des projets d'électrification dans l'Aveyron et le Bas-Saint-Laurent »

12 : Buffet en salle A126

13h30 : Panel 4 - Décarbonation dans l'industrie et les transports : laboratoires de la transition

Animateurs : Sylvie Ferrari et Vincent Frigant

- Thibault Boughedada, *UMR AMURE*, « Piloter à vue. Stop and go et fabrique bureaucratique des politiques de « décarbonation » de l'industrie et de l'hydrogène « décarboné » en France »
- Dominique Morin et Guillaume Lessard, *Université Laval*, « Entre l'annonce de la fin de la vente d'automobiles à essence neuves et l'avènement d'une nouvelle normalité des véhicules branchables, étudier le développement d'un espace de convenance de l'électromobilité dans la morphologie et les représentations sociales »
- Hugo Vosila, *Sciences Po Bordeaux*, « Faire gaz de tout bois ? Le développement contrarié de la filière pyrogazéification en France »

- Emiliano Scanu, *Université Laval*, « Quand la transition énergétique se heurte au système de l'automobilité : analyses et perspectives sur les enjeux de la mobilité durable au Québec »
- Jacques Djonfabe, Blaise Zourmba, *Université de Sherbrooke*, « L'effet rebond en équilibre général : modèle théorique et évidence multi-sectorielle pour le Canada »

15h45 : Pause

16h : Table ronde - Souveraineté industrielle et transition énergétique : regards croisés France-Québec

- Sébastien Chailleux, Sciences Po Bordeaux, politiste
- Sylvie Ferrari, BSE, Université de Bordeaux, économiste
- Vincent Frigant, BSE, Université de Bordeaux, économiste
- Blandine Laperche, ISI/Lab.RII, Université du Littoral-Côte d'Opale, économiste
- Sylvain Le Berre, ETTIS-INRAE, politiste
- Dominique Morin, Université Laval, sociologue
- Sylvain Roche, Sciences Po Bordeaux, économiste
- Emiliano Scanu, Université Laval, sociologue

17h30 : Clôture du colloque

Les communications du colloque seront l'objet d'un projet éditorial en 2027 soit dans une revue interdisciplinaire telle que *Natures Sciences Sociétés*, soit dans une revue plus spécialisée comme *Flux* ou la *Revue d'économie industrielle*.

Comité scientifique et organisation

- **Comité scientifique :**
 - Sébastien Chailleux, Sciences Po Bordeaux, politiste
 - Sylvie Ferrari, BSE, Université de Bordeaux, économiste
 - Vincent Frigant, BSE, Université de Bordeaux, économiste
 - Blandine Laperche, ISI/Lab.RII, Université du Littoral-Côte d'Opale, économiste
 - Sylvain Le Berre, ETTIS-INRAE, politiste
 - Dominique Morin, Université Laval, sociologue
 - Sylvain Roche, Sciences Po Bordeaux, économiste
 - Emiliano Scanu, Université Laval, sociologue
- **Comité d'organisation :**
 - Sébastien Chailleux, Sciences Po Bordeaux
 - Sylvain Roche, Sciences Po Bordeaux

Publics visés

Ce colloque s'adresse aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants, mais aussi aux acteurs institutionnels, industriels, associatifs et territoriaux intéressés par les enjeux de la transition énergétique et de la souveraineté industrielle.

Contact et informations pratiques

Pour toute question, merci de contacter : Sébastien Chailleux,
s.chailleux@sciencespobordeaux.fr

Lieu du colloque : Sciences Po Bordeaux

Frais d'inscription :

Etudiants, doctorants, jeunes chercheurs sans poste : 60 euros

Chercheurs : 90 euros

Professionnels extérieurs : 130 euros

Lien pour l'inscription

<https://colloqtrent26.sciencesconf.org/>

Les frais d'inscription permettent de couvrir la prise en charge des repas.